

Le secteur des industries manufacturières en Algérie : variations annuelles de la production

Dr: Nassima Bouri *

Résumé

L'industrie est, en effet, à la base de la puissance socioéconomique de chaque pays. Ce précepte apparaît depuis toujours indiscutable. Créatrice de fonds, de richesses, et d'emploi. Elle est aussi le vecteur par excellence d'une insertion active dans l'univers tumultueux de la mondialisation. L'industrie est ainsi, un instrument robuste de relèvement de la performance, la rentabilité et de la productivité, donc de la croissance économique. Source de développement technologique, porteuse d'innovation et de progrès techniques et managériaux, elle confère une marge d'autonomie à la nation. L'article a pour objet de présenter l'évolution de la production industrielle en Algérie, ainsi d'analyser la variation de l'indice de cette évolution, en se focalisant sur le parc public, en indiquant les caractéristiques du produit de la triple décennie d'économie socialiste.

Mots clefs :

Industries manufacturières, secteur d'activité, parc public, indice de production industrielle, indice Hors Hydrocarbures.

Abstract

Industry is, in fact, at the base of the economic power of each

* Maître de Conférences –A- Université d'Oran 2.
nassimabouri@rocketmail.com

country. This precept appears today indisputable. Creator of funds, wealth, and employment. It is also the vector par excellence of an active insertion in the tumultuous world of globalization. The industry is thus, a robust instrument for improving performance, profitability and productivity, hence economic growth. Source of technological development, carrier of innovation and technical progress and managerial, it gives a margin of autonomy to the nation. The article aims to present the evolution of industrial production in Algeria, as well as to analyze the variation of the index of this evolution, by focusing on the public park, indicating the characteristics of the product of the triple decade of socialist economy.

Keywords:

Manufacturing industries, activity sector, Public Park, industrial production index, excluding Hydrocarbons index.

Introduction

Le nouveau contexte international a modifié les relations entre les pays développés et les pays en voie de développement pour permettre à ces derniers de saisir des opportunités de développement, voire de rattrapage économique à condition qu'ils parviennent à articuler leurs paramètres nationaux avec l'évolution de l'économie mondiale (MPPI, [2007]). L'Algérie est l'un des pays anciennement colonisés qui cherchent désespérément à se doter d'une base industrielle moderne.

Pourtant en 1938, l'Algérie exportait vers la France 85% des produits manufacturés par les PME et l'importation comblait 75% de ses besoins (Larabi. M, [2010]), et " tandis qu'émerge une demande en produits et services caractéristique du modèle de consommation des pays développés, l'offre peine à satisfaire aux exigences d'une économie de marché hautement productive, conjuguant changements techniques, progrès social et démocratie "

(Amarouche. A, [2010], P 123). De ce fait, *quelle est la situation actuelle du secteur des Industries Manufacturières algérien ?*

L'industrie est, en effet, à la base de la puissance économique. Ce précepte apparaît aujourd'hui indiscutable. Créatrice de richesses, elle est aussi le vecteur par excellence d'une insertion active dans l'univers tumultueux de la mondialisation. Aucun pays qui veut réellement compter ne peut abstraire cette question. Il est donc positif que l'Etat ait pris conscience de la nécessité de remettre en ordre de bataille tout le tissu industriel et toute l'expérience accumulés en plus de trois décennies d'industrialisation (CNC-PME, [2007]). L'industrie est ainsi, un instrument puissant de relèvement de la productivité donc de la croissance de l'économie nationale. Porteuse d'innovation et de progrès techniques, elle confère une marge d'autonomie à la nation (Bouri. N, [2012]).

En effet, l'industrie qui est définie, d'une manière restrictive, comme *complexe d'activités de transformation* occupe une place centrale dans le système productif algérien pour plusieurs raisons (MPPI, [2007], P 20) :

- L'activité industrielle peut être un élément puissant de *structuration de l'économie nationale* ;
- L'activité industrielle affecte positivement la productivité car elle est capable, par nature, non seulement d'absorber et de diffuser le progrès technique mais également d'en être la source ;
- Ce faisant, l'activité industrielle confère aux entreprises une capacité de compétition et un pouvoir de négociation élevé.

1. Les secteurs d'activité : Une question de Nomenclature

1.1. La classification de l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economique)

En se basant sur les termes secteur, branche, et filière, l'INSEE étudie les entreprises selon les trois classifications ; " la classification par *secteurs* rassemble les entreprises ayant la même activité principale (celle-ci est appréciée soit en fonction des effectifs par activité, soit en fonction des ventes par activité), alors que la classification par *branches* privilégie une logique de produits et regroupe les fractions d'entreprise fabriquant la même famille de produits. *Les filières* regroupent un ensemble d'activités complémentaires partant des matières premières jusqu'à l'utilisateur final, en passant par les transformations successives " (Diemer. A, [2006], P 22).

1.2. La classification de Colin Clark

La répartition en secteur d'activité est proposée dans les années 60 par Colin Clark (économiste et statisticien britannique). En effet, cette classification traditionnelle regroupe les entreprises en trois secteurs :

- *Le secteur primaire*

Pour l'économiste britannique Colin Clark, le secteur primaire regroupe les activités d'exploitation des richesses naturelles, et regroupe les activités liées à la transformation du milieu naturel (pêche, forêt, agriculture) intégrant l'ensemble des entreprises productrices de matières premières (Agriculture, Pêche, Sylviculture...);

- *Le secteur secondaire*

Le secteur secondaire regroupe les activités industrielles, c'est-à-dire de transformation continue sur une grande échelle de matières premières en produits transportables. Ce secteur comprend l'ensemble des activités industrielles productrices de biens (mines, automobile, agro-alimentaire, chimie, pharmacie, bâtiment, travaux publics etc.). Comprenant les industries extractrices et de transformation, le secteur secondaire est relativement hétérogène. On peut distinguer en fonction du stade d'élaboration du produit ; les industries extractrices (minerais, carrières), les industries énergétiques, les industries de base qui effectuent les premières transformations, et les industries de transformation qui agissent à un stade plus élaboré (Diemer. A, [2006]).

- *Le secteur tertiaire*

Le secteur tertiaire dit « de services » marchands ou non (santé, éducation, banque, assurance etc.). Ce secteur produit des biens immatériels regroupant toutes les activités de service publiques ou privées. Il est à noter à cet égard que, cette classification (de Clark), classique demeure cependant relativement " *imprécise et peu opérationnelle en raison de l'hétérogénéité des secteurs d'activité* " (Diemer. A, [2006], P 23).

1.3. La nomenclature algérienne des activités (NAA)

Concernant la question de classification des activités, et en mettant en pleine lumière le cas de l'Algérie, il est à préciser que l'ancienne Nomenclature des Activités et des Produits (NAP80) comporte de nombreuses insuffisances techniques et méthodologiques dont notamment l'absence de critères clairs de définition de l'activité, absence de notes explicatives, des déséquilibres dans les classifications. Pour cela, et afin de s'ouvrir à l'économie de marché, l'Algérie doit inscrire son système de

nomenclature dans le cadre des évolutions en cours, à travers ainsi l'élaboration d'une nouvelle nomenclature des activités et des produits (NAP2000) par référence aux nomenclatures internationales.

En effet, la nouvelle nomenclature algérienne des activités (NAA) est une démarche permettant de fournir un ensemble hiérarchisé de catégories d'activités économiques utilisables qui permet ainsi une classification aussi aisée que possible des agents économiques selon leur activité principale (O.N.S, [2011]). Il est à préciser à cet égard que, ces catégories d'activités sont hiérarchisées en 17 sections, 60 divisions, 559 groupes et classes, et 2261 sous catégories, comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau (1.) : Structure des nomenclatures d'activité

	Ancienne nomenclature NAP 80	Nouvelle nomenclature NAP 2000
Secteurs d'Activités	22 secteurs NSA : 17 secteurs	17 sections
Branches d'Activités	NAPR : 99 branches	60 divisions
Activités	NAP : 614 activités	NAA : 559 classes
Produits	NAP : 2027 produits	NPA : 2261 Sous Catégories

Source : O.N.S (Office National des Statistiques), [2011].

2. Présentation et analyse de l'évolution de la production industrielle en Algérie

En Algérie, le secteur industriel a connu un développement considérable et une vitesse importante du taux de croissance pendant la décennie 70 et au début des années 80. Mais, ce taux a montré une faible performance de ce secteur et de l'économie en général au cours des années 1990.

Selon le ministère de l'industrie et de la restructuration (MIR, [1999]), la récession qui a frappé le secteur industriel durant

[1989 et 1998] s'est traduite par une régression de 25,8% de l'indice de la production industrielle durant cette période, et une sous utilisation de capacité de production qui s'est stabilisée autour de 30% à 60%, ainsi qu'une représentation insuffisante de la valeur ajoutée du secteur industriel et enfin une stagnation des exportations des produits industriels (Miliani. Y, [2004], P 22). Par contre, l'année 1998 semble être celle de la reprise car les données du ministère montrent une croissance de l'indice de la production industrielle de 10,50% par rapport aux années antérieures. Les tableaux suivants présentent l'évolution et les variations de l'indice annuel de la production industrielle du secteur public national :

Codes Noms	Intitulé Agrégation	1998	1999	2000	2007	2008	2009
	Indice général	83,8	83,8	85,2	90,1	91,8	92,2
	Indice Hors Hydrocarbures	75,6	75,1	75,0	73,1	76,2	78,9
	Indus. Manufacturières	69,0	67,7	66,8	51,8	52,8	53,6
02	Energie	156,2	167,3	171,3	253,8	273,8	293,4
03	Hydrocarbures	119,2	121,5	129,3	150,6	147,1	139,2
05	Mines et carrières	70,8	68,7	79,6	120,9	132,8	137,3
06	ISMMEE	51,1	55,4	56,6	55,4	57,6	62,9
07	Mat. Const. Céram. Verre	93,4	91,2	97,1	116,1	114,2	113,1
09	Chimie, Plastiques	93,2	91,6	97,2	67,4	69,1	70,5
10	Agro. Tabacs, Allu.	95,4	93,9	85,5	32,3	34,5	31,3
11	Textile, Bonn. Confection	48,1	39,0	33,4	18,4	18,2	18,4
12	Cuirs et Chaussures	22,4	16,5	15,5	7,4	7,3	6,6
13	Bois, Liège et Papier	45,2	38,8	35,6	23,2	20,4	16,0

14	Industries diverses	20,6	19,1	26,5	13,0	10,3	10,3
----	---------------------	------	------	------	------	------	------

Tableau (2.) : Évolution annuelle de l'indice de la production industrielle entre [1998-2009] « Secteur public national »
Base 1989=100

Source : ONS, Statistiques économiques N° 149, N° 152, [2010].

Tableau (3.) : Variations annuelles de la production industrielle entre [1998-2009]

Codes Noms	Intitulé Agrégation	1998/ 1997	1999/ 1998	2000/ 1999	2007/ 2006	2008/ 2007	2009/ 2008
	Indice général	7,2	0,0	1,7	0,3	1,9	0,4
	Indice Hors Hydrocarbures	9,8	-0,7	-0,1	-0,3	4,3	3,5
	Indus. Manufacturières	9,3	-1,9	-1,3	-3,9	1,9	1,5
02	Energie	8,7	7,0	2,4	6,0	7,9	7,2
03	Hydrocarbures	0,8	2,0	6,4	1,4	-2,4	-5,4
05	Mines et carrières	5,4	-3,0	15,9	8,0	9,8	3,4
06	ISMMEE	13,5	4,4	2,2	-8,9	3,9	9,2
07	Mat. Const. Céram. Verre	4,7	-2,3	6,4	2,7	-1,6	-1,0
09	Chimie, Plastiques	16,7	-1,8	6,2	-4,4	2,5	2,0
10	Agro. Tabacs, Allu.	14,9	-1,6	-9,0	-2,1	6,8	-9,1
11	Textile, Bonn. Confection	-1,1	-19,0	-14,4	-15,0	-1,1	1,2
12	Cuir et Chaussures	-5,3	-26,4	-6,0	-4,8	-1,2	-10,3
13	Bois, Liège et Papier	-4,3	-14,3	-8,2	-6,8	-11,9	-21,4
14	Industries diverses	-2,0	-6,9	38,2	-31,2	-20,6	-20,6

« Secteur public national »

Base 1989=100

Source : O.N.S, Statistiques économiques N° 149, N° 152, [2010].

La lecture des tableaux permet d'exploiter nettement l'évolution croissante de l'Indice général de la production industrielle

durant la période [1998-2009], passant de 83,8 en 1998, jusque presque 92,2 en 2009 dont les variations reflètent la même logique notamment entre [2006-2007] et [2007-2008]. Ainsi, après une hausse relativement importante de 2,8% au premier semestre 2008, la production industrielle du secteur public national affiche une décélération du rythme avec un taux de (+ 1,0%) au deuxième semestre de la même année, situant ainsi la croissance de l'année 2008 par rapport à 2007 à (+ 1,9%) et (+0,4%) en 2009.

Et comme le précisait l'ONS, [2010], la tendance à la baisse du rythme de hausse résulte essentiellement d'une chute importante des niveaux de production des hydrocarbures au quatrième trimestre (-7,5%) en 2008, ainsi aux trois premiers trimestres de l'année 2009 respectivement -9.9%, -8,7% et -3,6% situant le taux de croissance de l'année de -5,4% (O.N.S, [2010]).

Nonobstant de la baisse croissante de l'activité industrielle durant toute la période [1998-2008], passant de 69,0% à 52,8%, les industries manufacturières marquent cependant une bonne performance (+1,9 %) en 2008 malgré une baisse de 2,4% enregistrée au troisième trimestre de la même année, et après des taux de variations négatifs et successives depuis 1999.

En effet, ce résultat est le fait d'une croissance importante des Industries Sidérurgiques, Métalliques, Mécaniques, Electriques et Electroniques (ISMME), soit, (+3,9%) comme taux de variation entre [2007-2008], avec une hausse substantielle au quatrième trimestre déclarée par l'ONS, qui arrive à (+27.7%), les

industries agroalimentaires (IAA), soit (+6,8%) comme taux de variation entre [2007-2008], cependant une baisse de (+9,3%) au quatrième trimestre, ainsi les industries chimiques avec un taux de variation durant la même période, soit (+2,5%), et avec une chute de 12,9% au deuxième semestre.

Par ailleurs, les secteurs de l'énergie et des mines et carrières marquent, en effet, une augmentation de leurs niveaux de production en 2008 par rapport à l'année précédente. Ces derniers enregistrent des hausses respectives de (+7,9%), et (9,8%).

En outre, il est à signaler que, ces industries ont ainsi connu un taux de croissance positif en 2009 soit, (+1,6%), malgré la baisse importante de 5,0% enregistrée au troisième trimestre de la même année. À l'image de l'année précédente, cette hausse est expliquée par un progrès important des ISMMEE soit (+9,2%) en enregistrant une hausse substantielle de (+23,7%) au premier semestre et cependant une baisse de 2,6% au deuxième semestre, les industries chimiques soit (+2,0%), avec une hausse importante de 17,5% au deuxième semestre, et avec cependant une chute de 9,3% au premier semestre. À leur tour, les secteurs de l'énergie et des mines et carrières enregistrent des hausses respectives de 7,2% et 3,4%.

Conclusion

D'après cette analyse, nous avons constaté nettement une évolution croissante de l'Indice général de la production industrielle durant la période [1998-2009]. D'après les déclarations de (O.N.S,

[2012]), Plusieurs activités ont contribué à cette tendance jusqu'à 2012. La production de l'énergie électrique continue à évoluer positivement en inscrivant des taux de plus en plus importants. Ainsi la croissance enregistrée en 2012 se situe à 12,1% par rapport à l'année précédente qui a connu une variation de +8,2%, de moindre ampleur, mais tout de même importante.

Entre autre, les industries manufacturières affichent une stagnation de la production et ce, après des baisses constatées en 2010 et 2011 (respectivement -5,4% et -1,2%). Et comme le signalait l'O.N.S, [2012], les hydrocarbures ont ainsi affiché des variations négatives avec des taux plus ou moins importants et ce, depuis l'année 2008. Les quatre trimestres de l'année 2012 se caractérisent par des baisses, la plus importante (-12,1%) est enregistrée au troisième. Les Mines et carrières observent la même tendance et ce, sur trois années consécutives. Pour ce secteur, le taux relevé en 2012 se situe à -5,6% avec des baisses importantes au premier et au troisième trimestre (respectivement -11% et -9,4%).

À la lumière de quelques recherches (Gillet [2003], Hamed [2003], Melbouci [2004], et Assala K, [2008], P8), nous pouvons résumer quelques caractéristiques et singularités des entreprises algériennes et notamment les PME, qui sont le produit de la triple décennie d'économie socialiste et qu'on peut résumer dans les points suivants:

- Les PME algériennes sont plutôt concentrées dans des niches ou des créneaux que le secteur public a délaissés, ce qui leur a donné des positions confortables de monopole, elles sont de ce fait rentières et peu génératrices d'innovation.

- Les entreprises sont plutôt familiales et peu enclines à l'ouverture du capital aux étrangers.
- Une partie des activités de l'entreprise se pratique dans l'informel (financement, production, commercialisation, approvisionnement).
- Le marché des entreprises est principalement local et national, très rarement international.
- La collaboration entre entrepreneurs et avec les autorités publiques n'est pas assez développée.

Les PME peuvent être classifiées sur la base de structures juridiques particulièrement diversifiées. Le Ministère de la PME et de l'Artisanat a recensé, en 2008 un total de PME de 519526 PME, dont le nombre des PME privées, toutes tailles confondues, était 392013 ; ce qui présente 72,04% de la totalité des PME (Bouri. N, [2012]). Ce parc était composé de 259 282 entreprises en 2006 (M.PME.A, [2008]), dont "la majorité entre elles sont en fait des TPE où le nombre de salariés varie de 1 à 9" (Joyal. A, [2009]). En effet, il a connu une progression rapide, accéléré, et remarquable, depuis 2001, suivant la même logique constatée durant la période [2008-2009] où le taux d'évolution annuel arrive à +62,67%, soit 7,63 % des personnes morales (Entreprises), ainsi une progression de 55,04 %, par rapport aux Personnes physiques (Fonctions libérales). C'est ce qui explique que la PME privée demeure la partie majoritaire dans ce secteur (Bouri. N, [2012]). Cependant, le nombre d'emplois généré par les PME publiques ne cesse de régresser suite à la diminution de leur nombre. Ce parc contribue à la création de 48 415 postes d'emplois en 2012, et 50 467 en 2011, présentant ainsi une régression soit (-4,07%). Alors qu'il enregistrait un taux d'évolution négatif d'environ (-2.5%) pour la période [2008 - 2009], et près de (-8%) durant [2007-2008] (Bouri. N, [2012]).

Cette présence timide des PME publiques exprime la faiblesse de ce parc dans la population globale, elle se traduit désormais, par le recentrage du rôle de l'État facilitateur et accompagnateur de l'initiative privée, ainsi le processus de privatisation des entreprises publiques engagé dans le cadre de la restructuration et la réorganisation du secteur public dans le cadre de la transformation structurelle de l'économie algérienne (Daoud. S, [2013]). Le secteur privé justifie à cet effet sa prédominance dans la plupart des secteurs économiques, et son poids dans la scène économique, fournissant la majorité de la production algérienne des biens et des services *hors hydrocarbures* (MPMEA, [2004]).

Bibliographie

- Amarouche. Ahcène, « Quelle place pour les PME industrielles dans une économie libéralisée de rente ? Cas de l'Algérie ». In « La PME Algérienne et le défi de l'internationalisation » Expériences étrangères, sous la direction de (André Joyal, Mohamed Sadeg, Olivier Torrès), édition, L'Harmattan, 2010.
- Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Kherbachi Hamid, (2013), «L'entrepreneuriat en Algérie 2011», Global Entrepreneurship Monitor (GEM), GIZ (Allemagne) CREAD (Alger), Janvier, 125 pages.
- Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Kherbachi Hamid, (2014), «L'entrepreneuriat en Algérie 2012», Global Entrepreneurship Monitor (GEM), GIZ (Allemagne) CREAD (Alger), Janvier, 125 pages.
- Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Lallement Michel & Madoui Mohamed, (2006), « De la gouvernance des PME-PMI, Regards croisés France-Maghreb », L'Harmattan, Paris, 338 pages.
- Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Lallement Michel & Madoui Mohamed, (2007), « PME, Emploi et relations sociales, France-Maghreb », L'Harmattan, Paris, 272 pages.

- Amblard. M. (2007), « Performance financière : vers une relecture critique du résultat comptable », XVIème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique (AIMS), 6-9 juin, Montréal.
- Assala. K, « PME en Algérie : de la création à la mondialisation. In « L'internationalisation des PME et ses conséquences sur les stratégies entrepreneuriales », Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME, Haute école de gestion (HEG) Fribourg, Suisse, 25, 26, 27 octobre 2006, P 8.
- Bouri. N, (2012), « Compétitivité et mise à niveau des PME : Logique et résultats ? », Mémoire de Magister en Économie et Management.
- Cadieux. L, Raymond. L, et St-Pierre. J, (2012), « Fondateurs, successeurs et repreneurs: Quel impact sur la performance de la PME?», In 10^{ème} Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME, Bordeaux, France.
- Cottet Francis, (2012), « Comment financer l'innovation dans les PME-PMI ? », Paris.
- Daoud. S, (2013), « Structuration Sectorielle Et Contribution Des Pme Algériennes Au Commerce Extérieur», In Colloque international : « Évaluation des effets des programmes d'investissement publics [2001-2014] et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique » ,11-12 Mars, Sétif, Algérie.
- Diemer. Arnaud, « Économie d'entreprise », IUFM d'Auvergne, 2006, P 23.
- Elhamma. Azzouz, (2012), « Contrôle de gestion et performance : Cas des PME marocaines», Communication au Colloque internationale « Management des PME et compétitivité territoriale », 22 -23 Mars, ENCG Fès.

- Henri. Atangana Ondo. & Thierry. Yogo, (2012), « Capital Social et Performances des Entreprises au Cameroun », Rapport de Recherche du FR-CIEA, No 24/12 ; Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion -Université de Yaoundé II- Juin, Yaoundé, Cameroun.
- Lakhdari. Hakima, Ayad Atmane, (2010), « L'impact de la crise financière sur l'accord Euro-méditerranéen : Quelles stratégies d'adaptation des PME face au défi du futur, Cas de l'Algérie ? », In VIème colloque international : « Stratégies de développement : Quel chemin parcouru ? Quelles réponses face aux nouvelles contraintes économiques et climatiques ? » Hammamet (Tunisie), 21-23 juin.
- Latruffe. Laure, (2010), « Compétitivité, productivité et efficacité dans les secteurs agricole et agroalimentaire », Éditions OCDE.
- Miliani. Yacine, (2004), « Programme national de la mise à niveau et compétitivité industrielle, cas des industries agro – alimentaires », mémoire de Magister en Sciences Économiques, Université d'Oran.
- Ministère de l'industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement - ANDPME, (2011), « la nomenclature des dépenses : Les Aides Financières relatives au programme national de mise à niveau», Document interne, P 1-3.
- Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement, (2012), « Bulletin d'information statistique de la PME, N° 21 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 1 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 2 ».

- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 4 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 6 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 8 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2004), « Actes Des Assises Nationales de la PME », Imprimerie Officielle, Alger, Janvier.
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2007), « Commission Européenne, Euro-Développement PME », Rapport final, Décembre.
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2009), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 16 ».
- Ministère des Participations et la Promotion des Investissements, (2007), « Stratégie et politiques de relance et de développement industriels », Imprimerie Officielle, Alger.
- Pastre. Olivier, (2012), « Économie d'entreprise », Economica, Paris.